L'Anarcho-Syndicaliste n°58
avril 1987
Organe de l'Union des Anarcho-Syndicalistes

LES INSTITUTEURS: FRONDE OU COMBAT?

Il faut dire que pour le commun des mortels il n'est pas facile de saisir les mobiles qui rassemblent les instituteurs derrière les banderoles: *«Non aux maîtres-directeurs», «non à la caporalisation».*

Sympathique sans doute cette réaction anti-chef, mais dans une société où tout travailleur est soumis au contrôle hiérarchique, un tel argument laisse rêveur. D'autant plus que les Directeurs d'école existaient déjà et que personne ne s'en plaignait.

La réalité que n'explicite pas les mots d'ordre est plus profonde. Le décret Monory assigne aux Directeurs de nouvelles responsabilités dont le poids est ressenti par l'ensemble des instituteurs. Mise à part une faible minorité autogestionnaire représentée par le S.G.E.N., les instituteurs appréciaient que les anciens directeurs n'aient pas d'intervention dans leur action pédagogique, ce rôle étant dévolu aux inspecteurs départementaux. Désormais, dans l'école, le directeur assumera un contrôle pédagogique sur ses pairs, car il n'a en ce domaine aucune qualification supérieure à celle de ses adjoints. En fait, il sera chargé de mettre en place la pédagogie officielle, celle de *«l'équipe pédagogique»* débouchant *«sur un projet d'école»*, à l'élaboration duquel participeront les Associations représentées au Conseil d'école. En effet, le décret stipule que les Directeurs seront responsables de l'installation et du fonctionnement des conseils d'école jusqu'alors gelés ou carrément boycottés. Le directeur sera également comptable de l'ouverture de l'école aux Associations, aux élus locaux et aux agents économiques. Ce statut fait des nouveaux directeurs des otages, révocables à tout moment - il s'agit d'une fonction et non d'un grade - dont la mission est la mise en œuvre de la décentralisation. On comprend pourquoi le S.G.E.N. et la F.E.N. qui, il y a trois mois, manifestait avec le P.S. et le P.C. à Paris pour *«l'ouverture de l'école»* ne peuvent exprimer la signification de la vague de fond soulevée par cette mise en place de la décentralisation. Pour les dirigeants de ces organisations, l'enjeu est mince: au lieu d'une décentralisation appliquée par un Ministre de gauche avec l'aide de la F.E.N., la même décentralisation est imposée par décret. C'est maladroit, murmure-t-on dans les milieux de gauche. Mais on ne peut même pas dire qu'il s'agit d'un décret de droite puisqu'il porte la signature de F. Mitterrand.

On comprend également pourquoi le S.G.E.N. et le S.N.I. se sont efforcés d'adapter des moyens à la mesure de cet enjeu en organisant des grèves perlées, grèves tournantes et autres défouloirs dont on connaît les effets démobilisateurs. C'est le S.N.U.D.I.F.O. qui a lancé l'appel à une manifestation nationale que n'ont pu éluder le S.N.I. et le S.G.E.N. Le 11 février, des amuseurs dépourvus d'innocence essayèrent de travestir l'imposant défilé parisien auquel Barbarant s'autorisait à inviter une représentation du P.C. et du P.S. Bien furtivement, un délégué du P.C. se glissait dans la foule ainsi que Jospin qui déclarait comme pour s'excuser: *«On m'a invité, je suis la marche...»*. Quant à Chevènement, le 23 février à l'émission *«Parlons vrai»*, passionné par le terrorisme et l'accord monétaire, il en oubliait d'évoquer le décret des maîtres-directeurs.

C'est encore au S.N.U.D.I.F.O., qui devrait sortir grandi de cette bataille, que revint l'initiative de proposer à tous les syndicats instituteurs une *«grève franche»* qui couperait court au malaise et aux divisions créés par les grèves tournantes. Ce mot d'ordre fut si bien accueilli par les enseignants que la coordination nationale, constituée face à la carence du S.N.I., le reprit à son compte.

Après les vacances de février, l'évidente combativité dont ont témoigné les instituteurs suffira-t-elle à déjouer les pièges qui les guettent? Théoriquement, la possibilité existe de faire reculer Monory si la mobilisation des instituteurs l'oblige à négocier des circulaires d'application qui videraient le décret de son contenu.

Mais les responsables du S.G.E.N. et de la F.E.N., ne sont pas habilités à mener ce combat puisque, gens de gauche, ils approuvent la décentralisation - l'ouverture de l'école - promulguée par feu Deferre. Et le Ministre de cohabitation Monory se sent conforté de ce consensus politique représenté par la décentralisation.

Tout porte à croire qu'à l'unité d'action centralisée contre le décret, qui fut la constante proposition de F.O., la F.E.N. et le S.G.E.N. opposeront des actions bidons sur un catalogue fourre-tout (sauf peut-être les salaires dont le blocage constitue aussi un consensus anti-inflationniste). Déjà le S.G.E.N. s'est affairé pendant les vacances avec quelques succès à entraîner sur cette voie des instituteurs engagés dans les coordinations naturellement vulnérables. Alors on irait au pourrissement, démonstration faite que le pouvoir est maudit à droite... Les instituteurs disposeront-ils des moyens pour répudier les jeux de fronde, auxquels les convie le duo S.G.E.N.-F.E.N., et prendre le relais de la grève du 21 octobre, du mouvement étudiant, de celui des Cheminots et de l'E.D.F. sur la voie de la résistance aux provocations patronales et gouvernementales?

C'est ce que suppute le gouvernement qui sait que depuis octobre la classe ouvrière s'est remobilisée et qui met en scène un *«dialogue social»* auquel s'empresse de participer les bureaucraties syndicales pendant que, toutes négociations bloquées, la Sécurité sociale entamée, le fer est enfoncé au cœur des acquis démocratiques qu'il s'agisse de l'école laïque ou des conventions collectives remplacées par des barèmes *«au mérite»* de salaires individualisés. Les grèves actuelles n'ont pas abouti à de véritables victoires, mais elles ne seront pas des défaites si les rancœurs accumulées se cristallisent en une généralisation et une unification des luttes pour dresser un barrage à la politique de régression, instaurée par la gauche, qui menace de laminer la classe ouvrière de ce pays.

Serge MAHÉ.

L'ami Marc Prévotel, promu sous-préfet aux Chouans, se penche à son tour, - après les académiciens et historiens - sur les rébellions vendéennes, catholiques et antirépublicaines. Excellente occasion de déterrer les pages que Kropotkine a consacré à la question...

LES CHOUANS ETAIENT DES CONS...

Sous prétexte de rétablir «la vérité», prétendûment trahie par les bétes et méchants laïcards jacobins, une campagne se développe pour nous faire sangloter - sortez vos mouchoirs de Cholet! - sur le sort des malheureux Vendéens martyrisés par la bourgeoisie républicaine. Rambo était-il donc chouan? Et maintenant voilà que la Ruggieri s'en mêle. Oui, la Ruggieri, cette bécasse - vestale du consensus - qui officie tous les jours ouvrés sur *France-Inter* entre huit heures quarante-cinq et neuf heures trente. Cette virtuose du trémolo qui, à force de volonté, de vigueur et de ténacité, de stoïcisme, de ressort, de résolution, de résistance, de raideur, de rage, de poigne, de pertinacité, de persistance, de persévérance, de patience, d'opiniâtreté, d'obstination, de maintenance, de longanimité, d'intrépidité, d'intransigeance, d'insistance, d'inflexibilité, de furie, de force, de fixité, de fermeté, d'exigence, d'estomac, d'entêtement, d'énergie, d'endurance, d'effort, de détermination, de cran, de cramponnement, de courage, de coriacité, de continuité, de constance, de cœur, de caractère, d'autorité, d'attachement, d'assurance, d'assiduité, d'ardeur, d'aheurtement, d'acharnement, est enfin parvenue à donner une connotation féminine au mot cuistre. Elle aura profité de la biographie de Lazare Hoche pour, elle aussi, nous glisser du chouan entre les oreilles.

Bof! S'il n'y avait que les minauderies et les cuirs de la Ruggieri... Mais dans cette bataille idéologique de réhabilitation de la chou-ânerie, on trouve de prétendus *«libertaires»*, salonards certains, et des pauvres types plutôt bêtas qui passent leur temps à se laisser piéger par les mots sans s'inquiéter des idées vérolées qu'on leur fait colporter.

Ce n'est pas aujourd'hui qu'il sera possible de conclure la discussion sur un éventuel *«sens de l'Histoire»*. Contentons-nous d'observer que ce sont les hommes qui la font, l'Histoire, et que certains de ses moments ont indéniablement un sens... et une signification.

Pour éviter de mourir idiots, relisons donc les pages que Kropotkine a consacré à la question vendéenne dans son ouvrage sur la Révolution française. Même si, depuis un siècle, des documents retrouvés ont permis de mieux connaître certains détails, ils ne portent pas à modifier l'analyse politique générale.

Quelles que furent les erreurs éventuelles d'appréciation et les conséquences des luttes d'intérêt entre les diverses fractions de la bourgeoisie révolutionnaire, fondamentalement les paysans vendéens étaient abrutis par l'obscurantisme clérical et, manipulés notamment par les prêtres soutenus par la papauté, ont combattu pour des intérêts contraires aux leurs. Parce qu'ils n'ont pas su être révolutionnaires en s'emparant immédiatement des biens de la noblesse et du clergé - comme le firent d'autres paysans dans d'autres provinces - ils se retrouvèrent parmi les contre-révolutionnaires. Tant pis pour eux! Ce sont aussi des prolétaires qui ont grossi les rangs des S.A. nazies de Roehm. Fallait-il pour autant accepter le nazisme et refuser de le combattre?

Marc PRÉVÔTEL.

LA VENDÉE...

Le même jour **(1)**, en Vendée, les paysans, poussés par les prêtres, commençaient l'insurrection générale et le massacre des républicains. Le soulèvement avait été préparé de longue date, surtout par les curés, à l'instigation de Rome. Il y en avait eu déjà un commencement en août 1792, lorsque les Prussiens étaient entrés en France. Depuis lors, Angers était devenu le centre politique des prêtres réfractaires, et les sœurs de la Sagesse et autres servaient d'émissaires aux prêtres pour colporter leurs appels à la révolte et réveiller le fanatisme, en propageant des racontars sur de prétendus miracles (Michelet, livre X, ch. V). Maintenant, la réquisition d'hommes pour la guerre, qui fut promulguée le 10 mars, donna le signal du soulèvement général. Bientôt, sur la demande de Cathelineau, paysan-maçon et sacristain de sa paroisse, devenu un des chefs de bande les plus audacieux, un conseil supérieur, dominé par les prêtres, fut établi, et il eut pour chef le prêtre Bernier. Le 10, le tocsin tonnait dans plusieurs centaines de paroisses, et près de 100.000 hommes quittaient leurs travaux, pour commencer la chasse aux républicains et aux curés constitutionnels. Vraie chasse, avec un sonneur qui sonnait la vue et l'hallali, dit Michelet; une extermination en règle, dans laquelle on faisait subir aux suppliciés des souffrances atroces, en les tuant à petits coups et en refusant de les achever, ou bien en abandonnant les torturés aux ciseaux des femmes et aux mains faibles des enfants qui prolongeaient leurs martyres. Tout cela - sous la conduite des prêtres, avec des miracles pour inciter les paysans à tuer aussi les femmes des républicains. Les nobles, avec leurs amazones royalistes, ne vinrent qu'après. Et lorsque ces *«honnêtes gens»* se décidèrent à nommer un tribunal pour exterminer les républicains, celui-ci, en six semaines, fit exécuter cinq cent quarante-deux patriotes **(2)**.

Enfin, il y avait cette raison, qui, à elle seule, pouvait suffire pour soulever des provinces entières: la levée de trois cent mille hommes, ordonnée par la Convention pour repousser l'invasion. Cette levée fut considérée en Vendée comme une atteinte au droit le plus sacré de l'individu - celui de rester dans son pays natal. Et cependant il est permis de croire qu'il y eut encore d'autres causes pour armer les paysans vendéens contre la Révolution. Continuellement, en étudiant les documents de l'époque, on aperçoit des causes qui devaient produire un profond retentissement chez les paysans contre l'Assemblée Constituante et la Législative. Le seul fait d'avoir aboli la réunion plénière des habitants de chaque village, qui avait été la règle jusqu'à ce que la Constituante l'eût abolie en décembre 1789, et le fait d'avoir divisé les paysans en deux classes - les citoyens actifs et les citoyens passifs - et livré l'administration des affaires communales, qui intéressait tout le monde, aux élus des paysans enrichis, - cela seul suffisait pour réveiller dans les villages le mécontentement contre la Révolution. Celle-ci devenait l'œuvre des bourgeois de la ville. Il est

(1) Le 10 mars 1793 (N.D.L.R.).

(2) *«Chaque jour,* écrivait un prêtre royaliste, réfractaire, François Chevalier (cité par Chassin), *chaque jour était marqué par des expéditions sanglantes, qui ne peuvent que faire horreur à toute âme honnête, et ne paraissent soutenables qu'aux yeux de la philosophie».* (Elles étaient commandées par des prêtres, au nom de leur religion.) *«Cependant les choses en étaient à un point que l'on disait hautement qu'il était indispensable et essentiel à la paix de ne laisser aucun patriote en France. Telle était la fureur populaire qu'il suffisait d'avoir été à la messe des intrus, pour être emprisonné d'abord, et ensuite assommé ou fusillé sous prétexte que les prisons étaient pleines, comme au 2 septembre».* A Machecoul, où ils avaient tué 542 citoyens patriotes, ils parlaient de massacrer les femmes. Charette y poussait ses paysans fanatisés.

vrai que, le 4 août, la Révolution avait admis en principe l'abolition des droits féodaux et de la mainmorte; mais celle-ci n'existait plus, à ce qu'il parait, dans l'Ouest, et l'abolition des droits féodaux ne fut faite d'abord que sur le papier; et comme le soulèvement des campagnes fut faible dans les régions de l'Ouest, les paysans se voyaient forcés de payer les redevances féodales, comme auparavant.

Pour toute résistance à cette sauvage prise d'armes, la République n'avait que 2.000 hommes disséminés dans toute la basse Vendée, de Nantes à La Rochelle. Ce ne fut qu'à la fin de mai que les premières forces organisées de la République arrivèrent sur les lieux. Jusqu'alors la Convention ne put opposer que des décrets; la mort et la confiscation des biens pour les nobles et les prêtres qui n'auraient pas quitté la Vendée au bout de huit jours! Mais qui donc avait la force nécessaire pour exécuter des décrets? **(3)**.Si l'insurrection échoua en Normandie et en Bretagne, les contre-révolutionnaires eurent plus de succès dans le Poitou (départements des Deux-Sèvres, Vienne et Vendée), à Bordeaux, à Limoges, et aussi, en partie, dans l'Est.

Jusqu'à présent, les vraies causes du soulèvement de la Vendée ne sont pas suffisamment éclaircies. Certainement, l'attache des paysans à leurs prêtres, habilement exploité par Rome, fut pour beaucoup dans leurs haines contre-révolutionnaires. Certainement il y avait aussi dans les campagnes vendéennes un vague attachement au roi, et il était facile aux royalistes d'apitoyer les paysans sur le sort de ce pauvre roi qui *«voulut le bien du peuple et qui fut guillotiné par les Parisiens»*; et que de larmes furent versées par les femmes sur le sort du pauvre enfant, le Dauphin, enfermé dans une prison ! Les émissaires qui arrivaient de Rome, de Coblentz et d'Angleterre, munis de bulles du pape, d'ordres royaux, et d'or, avaient beau jeu dans ces conditions, surtout lorsqu'ils étaient protégés par la bourgeoisie - les ex-négriers de Nantes et les commerçants, auxquels l'Angleterre prodiguait des promesses d'appui contre les sans-culottes.

D'autre part, - et ceci fut très important pour les campagnes - la vente des biens nationaux, dont la plupart - tous les biens de l'Eglise - auraient dû revenir aux pauvres, tandis que maintenant ils étaient achetés par les bourgeois de la ville, renforçait les haines. A quoi il faut encore ajouter le pillage des terres communales au profit des bourgeois - pillage que la Législative vint renforcer par ses décrets. (Cf. ch. XXVI.)

Ainsi la Révolution, tout en imposant de nouvelles charges aux paysans - impôts, recrues, réquisitions - ne donnait encore, jusqu'en août 1793, rien aux campagnes, à moins que celles-ci ne se fussent elles-mêmes emparées des terres des nobles ou du clergé. Par conséquent, une haine sourde naissait dans les villages contre les villes, et nous voyons, en effet, en Vendée que le soulèvement est une guerre déclarée par la campagne à la ville, au bourgeois en général **(4)**.

A l'instigation de Rome, l'insurrection éclata furieuse, sanguinaire, sous la direction des prêtres. Et la Convention ne pouvait lui opposer que des contingents insignifiants, commandés par des généraux, soit incapables, soit intéressés à faire traîner la guerre paresseusement en longueur.

Les députés girondins aidant, par leurs lettres, c'est ce qui arriva. Le soulèvement put s'étendre et devint bientôt si menaçant que les Montagnards eurent recours, pour y mettre fin, à des mesures odieuses.

Le plan des Vendéens était de s'emparer de toutes les villes, d'y exterminer tous les *«patriotes»* républicains, d'étendre l'insurrection sur les départements voisins, et de marcher ensuite sur Paris. Au commencement de juin 1793, les chefs vendéens, Cathelineau, Lescure, Stoflet, La Rochejaquelein, à la tête de 40.000 hommes, s'emparèrent en effet de la ville de Saumur, qui leur donnait ainsi la Loire. Puis, franchissant la Loire, ils s'emparèrent d'Angers (17 juin) et, cachant habilement leurs mouvements, ils se jetèrent rapidement sur Nantes, le port de la Loire, ce qui allait les mettre en contact direct avec la flotte anglaise. Le 29 et le 30 juin, leurs armées, rapidement concentrées, attaquaient Nantes. Mais, dans cette entreprise, ils furent battus par les républicains, perdirent Cathelineau, le vrai chef démocrate du soulèvement, et durent abandonner Saumur pour se retirer sur la rive gauche de la Loire.

Il fallut, alors, un suprême effort de la part de la République pour attaquer les Vendéens dans leur propre pays, et ce fut une guerre d'extermination, qui amena vingt à trente mille Vendéens, suivis de leurs femmes, à l'idée d'émigrer en Angleterre, après avoir traversé la Bretagne. Ils traversèrent donc la Loire du

(3) Pierre Kropotkine. *La grande Révolution 1789-1793.* P.V. Stock, Paris. 1909. rééd. 1976. 495-497.

(4) Quelques indices d'un caractère social dans le soulèvement de la Vendée se trouvent, dit Avenel, dans l'ouvrage d'Antonin Proust: *La justice révolutionnaire à Niort.*

sud au nord, et marchèrent vers le nord. Mais l'Angleterre ne voulait nullement de ces émigrés; les Bretons, de leur côté, les reçurent froidement, d'autant plus que les patriotes bretons reprenaient le dessus, et toute cette masse d'hommes affamés et en guenilles fut de nouveau refoulée vers la Loire.

Nous avons déjà vu de quelle fureur sauvage les Vendéens, poussés par les prêtres, étaient animés dès le début de leur soulèvement. Maintenant, la guerre devenait une guerre d'extermination. En octobre 1793 - c'est Mme La Rochejaquelein qui le dit - leur mot d'ordre était: *Plus de grâce*. Le 20 septembre 1793, les Vendéens avaient comblé le puits de Montaigu de corps encore vivants de soldats républicains, écrasés à coups de pierre. Charette, en prenant Noirmoutier le 15 octobre, avait fait fusiller tous ceux qui s'étaient rendus. On enterrait des hommes vivants jusqu'au cou, et l'on s'amusait en faisant subir toutes sortes de souffrances à la tête **(5)**. D'autre part, lorsque toute cette masse d'hommes rejetés sur la Loire fut refluée vers Nantes, les prisons de cette ville commencèrent à se remplir d'une façon menaçante. Dans ces bouges grouillant d'être humains, le typhus et toutes sortes de maladies contagieuses faisaient ravage; elles se propageaient déjà dans la ville, épuisée par le siège. Comme à Paris, après le 10 août, les royalistes emprisonnés menaçaient d'égorger tous les républicains, dès que *«l'armée royale»* des Vendéens se rapprocherait de Nantes. Et les patriotes n'étaient que quelques centaines dans cette cité qui s'était enrichie par la traite des Noirs et le travail des nègres à Saint-Domingue, et qui s'appauvrissait maintenant que l'esclavage était aboli. La fatigue des patriotes, pour empêcher la prise de Nantes par *«l'armée royale»* et l'égorgement des républicains, était telle que les hommes des patrouilles patriotes n'en pouvaient plus.

Alors le cri: *«Tous à l'eau!»* qui se faisait entendre depuis 1792, devint menaçant. Une folie que Michelet compare à celle qui s'empare des hommes dans une ville pendant la peste, s'empara alors de la population la plus pauvre de la ville, et le conventionnel en mission, Carrier, dont le tempérament ne se prêtait que trop à ce genre de fureurs, laissa faire.

On commença par les prêtres et l'on finit par exterminer plus de 2.000 hommes et femmes enfermés dans les prisons de Nantes. Quant à la Vendée en général, le *Comité de salut public,* sans même approfondir les causes du soulèvement de toute une région, et se contentant de l'explication banale de *«fanatisme de ces brutes de paysans»*, sans chercher à comprendre le paysan et à l'intéresser à la République, conçut la sauvage idée d'exterminer les Vendéens et de dépeupler la Vendée. Seize camps retranchés furent fondés et douze *«colonnes infernales»* furent lancées sur le pays pour le ravager, brûler les cabanes des paysans et exterminer les habitants. On devine facilement les fruits de ce système. La Vendée devint une plaie saignante de la Révolution et qui saigna pendant deux années. Une immense région fut totalement perdue pour la République, et la Vendée fut la cause des déchirements les plus sanglants entre les Montagnards eux-mêmes **(6)**.

Pierre KROPOTKINE.

(5) Voyez Michelet qui a étudié la guerre de la Vendée d'après des documents locaux, sur les lieux: *«On a souvent discuté,* dit-il, *de la triste question de savoir qui avait eu l'initiative de ces barbaries et lequel des deux partis alla plus loin dans le crime; on parle insatiablement des noyades de Carrier: mais pourquoi parle-t-on moins des massacres de Charette?... D'anciens officiers vendéens, rudes et féroces, avouaient naguère à leur médecin, qui nous l'a redit, que jamais ils ne prirent un soldat (surtout de l'armée de Mayence) sans le faire périr, et dans les tortures, quand on en avait le temps. Quand les Nantais arrivèrent, en avril 93, à Challans, ils virent cloué à une porte je ne sais quoi qui ressemblait à une chauve-souris; c'était un soldat républicain qui, depuis plusieurs heures, restait piqué là, dans une effroyable agonie, et qui ne pouvait mourir».* (Livre XI. ch. V.)

(6) Kropotkine. op cit. 582-688.

LIVRES... (À NE PAS METTRE ENTRE TOUTES LES MAINS)

L'ENSEIGNEMENT S'EST-IL DEMOCRATISÉ:

L'ouvrage d'A. Prost se propose d'étudier au vu d'une enquête sur la région d'Orléans, l'évolution de la démocratisation de l'enseignement depuis la dernière guerre. En dehors du fait qu'il peut paraître surprenant d'envisager la question de la démocratisation en dehors de tout contexte social (les diplômes ne correspondant pas toujours à un emploi dans la société), les conclusions auxquelles l'auteur est amené à procéder, ne sont pas sans intérêt En effet, l'ensemble des données démontrent que l'enseignement a cessé de se

démocratiser à partir des années 60 et de la mise en place des nombreuses réformes qui se sont succédées depuis cette date. Ces résultats n'étonneront pas ceux qui depuis des années dénoncent les atteintes au service public sous couvert de rénovation ou de lutte contre l'échec scolaire. A lire surtout la conclusion de l'auteur. *«Faute avouée à moitié pardonnée»*.

R.N.

CONCLUSION:

«... elle en prolonge les tendances et elle leur donne leur pleine signification. Reste une dernière façon de valider les conclusions de cette recherche: les confronter aux souvenirs des témoins et acteurs. Là encore, l'épreuve est positive. Les phénomènes que nous avons décrits de démocratisation de l'enseignement par la voie lente des cours complémentaires et des secondes modernes, comme les processus actuels de sélection, sont bien connus des agents du système. A certains moments, nous avons même eu le sentiment d'énoncer des truismes. Au vrai, nous n'avons rien découvert: nous avons simplement élucidé et articulé en un discours étayé de preuves des évolutions que seules la fuite du temps ou une désillusion qui refuse de s'avouer ont pu faire oublier.

Un dernier mot pour conclure, et l'on mepardonnera s'il est personnel. J'ai tenté, en prenant l'exemple orléanais, de savoir avec précision ce qui s'était vraiment passé dans l'enseignement français depuis un tiers de siècle. Je crois avoir montré que la démocratisation a progressé jusqu'au début des années soixante, dans une structure scolaire pensée par des conservateurs avec une volonté proprement réactionnaire de défense et illustration des humanités, alors qu'au contraire, les réformes de 1959, 1963 et 1965, qui voulaient assurer l'égalité des chances devant l'école et la démocratisation de l'enseignement ont, dans les faits, organisé le recrutement de l'élite scolaire au sein de l'élite sociale. Ce résultat ne me réjouit pas, mais il me parait acquis. J'ai été, au début des années soixante, un partisan convaincu de ces réformes dont les effets contredisent les intentions. Mon premier livre était un plaidoyer en leur faveur, alors qu'elles n'étaient pas encore accomplies. C'est dire que je ne critique personne: les constatations ne sont point des condamnations.

Cette ruse de l'histoire qui, d'un projet démocratique, tire un système électionniste et élitiste inspire pourtant une triple leçon. La première est de prudence dans le jugement porté sur les politiques d'éducation, car telle politique animée des meilleures intentions peut s'avérer néfaste, et telle autre jugée inacceptable sur le moment, peut effectivement entraîner des conséquences désastreuses, mais peut-être aussi des effets bénéfiques. La seconde est d'indépendance intellectuelle. Pour discerner, au moment des réformes, les effets négatifs dont elles étaient porteuses, il aurait fallu d'abord avoir l'audace de penser contre tous les experts, contre tous les sages, contre tous les médias. Le courant d'idées qui a porté ces réformes, né à gauche entre les deux guerres (le plan de la fédération C.G.T. de l'enseignement et de la C.G.T. elle-même en 1931, le projet Jean Zay en 1937), renforcé à la Libération dans l'espoir du plan Langevin-Wallon, gagne au début de la Vème République la droite modernisatrice et technocratique. C'est dire que les réformes ont été entourées d'un consensus à peine troublé par des protestations suspectes de corporatisme. Soutenir que ces réformes, qui présentaient des aspects positifs évidents, comportaient de réels dangers aurait été parler à contre-courant. Ce n'était ni facile, ni populaire.

Pour s'y risquer, il aurait fallu plus que des impressions ou des certitudes: des arguments, et personne n'en avait. Personne, en effet, ne connaissait assez bien, de façon assez rigoureuse et assez fine, le fonctionnement de ce qui devenait le système éducatif, pour prévoir les conséquences de cet avènement sur les scolarités des élèves et le recrutement des élites, pour discerner l'effet de la sectorisation des établissements, de la diversification des filières et de l'organisation des procédures d'orientation. Ici réside la troisième leçon de cette histoire: une invitation à la connaissance. L'évolution du système alors mis en place s'inscrit tellement dans la logique des choses qu'elle aurait pu être prévue. La démocratisation de l'enseignement ne s'est pas interrompue parce que les hommes auraient été mauvais, les professeurs incompétents ou les administrateurs incapables, mais en raison des pesanteurs sociales et des contraintes de fonctionnement. Un effort sérieux de connaissance aurait sans doute permis discerner où tendait la force des choses et les réformateurs qui l'ignorent sont à plaindre ou à blâmer. Sur ce point, la logique du social diffère moins qu'on ne croit de celle du monde physique: Natura non imperatur nisi parendo...».

BARDAMU CERNÉ PAR LA CALOTTE:

Cette fois, c'en est fini! Le Dc Destouches, Ferdinand, Loulou de Meudon, Céline, en un mot, est lâché définitivement. Il est vrai qu'il ne perdra pas grand-chose en perdant ceux qui le tenaient à bout de bras, non pour son talent si dérangeant mais par une sorte de solidarité que lui-même du reste ne souhaitait pas.

Bref, Bardamu était récupéré à son corps défendant et post mortem par une bande de hussards qui regroupeient sous leurs casques de Uhlans, tout ce qui dans le monde littéraire pouvait les sauvegarder,

les relever, les cautionner un tant soit peu. Céline, lui qui se groupait rarement avec qui que ce soit, sinon pour affinités et encore pas longtemps, aurait hurlé de savoir qu'il était mis à toutes les sauces. Comme l'Eglise tenta de le faire avec Gaston Coûté, les Vichyssistes essayèrent de prendre sous leurs ailes à croix gammée Louis-Ferdinand Céline. Ils y réussirent en partie et toute la médiocratie littéraire tomba à plume raccourcie sur les abattis de Bardamu. Mauriac père et fils, Robert Merle le stalinien et quelques autres qu'emmenait le très toxique et décomposé *«Jean-Baptiste Tarte»* dit Sartre, dit *«l'Agité du Bocal»*... Bien entendu, les Récupérateurs n'attaquèrent jamais si fort que le fit Céline, leurs collègues en écriture, car déontologiquement, ça ne se faisait pas. On ne touchait pas à la corporation. Attitude logique au demeurant pour des corporatistes. On envoyait donc Ferdinand aux prunes... Au moins, ils le soutinrent un peu, d'autant plus que la Calotte avait besoin de se dédouaner et qu'elle avait du retard à rattraper dans la domaine de l'Epuration.

Mais aujourd'hui, les choses ont changé. Lorsqu'un Président de la République laïque a gardé quelque part sur le revers de son veston, les traces d'une francisque, lorsque *le Matin*, journal de *«gauche»*, proclame que Brasillach avait du bon, lorsque *Libération* - la gauche de gauche - trouve que les *Décombres de Rebatet* ont du souffle et que Drieu est délicieux, on n'a plus grand-chose à faire de Céline...

La Calotte a fait sa jonction et les brebis égarées sont revenues au bercail. Sartre, Mauriac, Gallo, Merle, Drieu, Rebatet et consorts communient désormais de concert. C'est l'instant qu'a choisi Maurice Bardéche pour nous dire dans son livre *Louis-Ferdinand Céline* que celui-ci n'est plus si génial que ça... au bout de soixante ans de convictions contraires.

Il ne parle pas de l'œuvre, des *Voyages,* de *Nord,* de *Mort à Crédit,* mais de l'Homme, du Schizophrène Céline, du *«Faubourien cynique»*, du *«pleurnichard intarissable»,* de *«l'égoïste forcené»* de ce *«miteux qui ne pouvait s'imposer que par ses guenilles».*

Maintenant que les Hussards ont été réhabilités - par la Calotte et la Réaction - dans leurs rangs et dans leurs grades, Céline n'est plus indispensable. Qu'il retourne à ses chats, à ses malades, à ses colères, et son talent. Et encore, mes Chers Frères, en avait-il seulement du talent, cet individualiste, ce scrofuleux, ce pélegreux, ce prolo quoi?

C'est peut-être osé, bizarre, mais il se pourrait que le brigadier Destouches et le capitaine Dreyfus soient - chacun dans leur registre - cernés par les mêmes ennemis. La Calotte redresse la tête, la chasse au gros est commencée.

J.B.

RENVERSONS LA MARMITE ! CHEMINOTS, FONCTIONNAIRES, ÉTUDIANTS, LYCÉENS! ILS ONT TOUT BOUSCULÉ!

Il est des périodes où l'Histoire s'accélére brusquement, les événements se succédant, sans que personne ne puisse prévoir leur déroulement.

Ainsi en est-il de la situation sociale en France, depuis le 21 octobre, jour où la mobilisation de milliers de salariés du secteur public (et parfois même du privé), à l'appel de l'ensemble des Confédérations syndicales, marquait un tournant dans les rapports de force entre les classes sociales.

Les étudiants et les lycéens se sont engouffrés dans la brèche qui venait d'être ouverte. Leur mouvement sans précédent par son ampleur, et la rigueur de son organisation, a contraint le Gouvernement à retirer définitivement son projet de *Loi sur les Universités* et à suspendre la réforme des lycées que R. Monory entendait appliquer à la rentrée de 1987.

Par là même, ils portaient un premier coup au Gouvernement de cohabitation et au moment où tout la

monde s'apprêtait pour *«la trêve des confiseurs»,* les Cheminots, dépôt par dépôt, votaient la grève, reconductible jusqu'à satisfaction de leurs revendications. Tout à été dit et écrit sur les motivations profondes de ce conflit; mais ce qui est certain, c'est qu'à l'origine de la mobilisation des employés de la S.N.C.F. se trouvaient deux revendications essentielles - la question de l'évolution des salaires pour 87 et la volonté de la direction générale d'imposer une nouvelle grille de promotion liée au mérite. Bien qu'elle ait surpris tous les observateurs, cette grève était la suite logique du 21 octobre qui avait, elle aussi, comme objectif, la reconquête de la libre négociation des salaires et des conventions collectives comme le prévoit la Loi du 11 février 50.

Les Cheminots, qui, dans les dépôts, brandissaient leur bulletin de salaire devant les journalistes venus les interroger, ne laissaient aucun doute quant aux raisons de leur grève.

Depuis 1982, où unilatéralement le Gouvernement décidait de remettre en cause sa signature au bas d'un accord prévoyant l'évolution des rémunérations des salariés de l'Etat, ceux-ci ont subi comme dans tous le secteur nationalisé une baisse importante de leur pouvoir d'achat. La politique appliquée par les Gouvernements qui ssont succédés depuis cette date consiste à imposer une politique des revenus, sur la base de négociations reposant sur l'évolution de la masse salariale. Pour faire bonne mesure on intégre le fameux G.V.T., c'est-à-dire l'ensemble des augmentations liées au déroulement des carrières ou aux mesures catégorielles dans le calcul de cette évolution par rapport à l'inflation. C'est par là même une véritable escroquerie qui permet par exemple aujourd'hui au Gouvernement d'expliquer qu'on augmentera les fonctionnaires de 3% en 87, alors que dans les faits les salaires ne suivront pas en niveau l'évolution des prix.

J. Chirac a clairement affirmé, tout au long du conflit qu'il n'était pas question que le Gouvernement recule sur la question des salaires. Il est compréhensible que celui-ci tienne à conserver les bénéfices d'un héritage légué par Mauroy et Fabius, alors que bien avant 81, Raymond Barre en son temps avait tenté, sans succès, de faire mettre en place cette politique des revenus. Il est remarquable de constater le consensus qui s'est opéré pour faire disparaître la question salariale du devant de la scène. Après avoir tenté de faire accepter dans une négociation expéditive et avec quelques concessions de pure forme, les propositions d'augmentation des salaires en 87, la direction a donné de l'ampleur, avec l'appui des médias, des forces politiques et parfois la complicité de certaines organisations syndicales, à une multitude de petites revendications catégorielles, certes importantes et justifiées, mais qui s'opposaient de fait à la volonté unitaire des cheminots.

Ce n'est que trois semaines après le début du conflit, alors que les agents de l'E.D.F. et de la R.A.T.P. étaient eux-mêmes en grève pour des raisons identiques, que tous les observateurs ont reconnu l'importance des revendications.

Cependant, le Gouvernement avait dû concéder, entre-temps, un recul fondamental: le retrait de la grille de promotion au mérite.

L'abandon de ce projet est, d'une certaine manière, une première victoire contre la politique des revenus. En effet, dans le cadre d'une masse salariale préalablement fixée, les promotions au mérite devaient se substituer à l'amélioration du pouvoir d'achat de tous. Malgré leur lutte exemplaire, les cheminots, les agents de l'E.D.F. (encore que ceux-ci ont obtenu une revalorisation supplémentaire de 0,4 % en niveau) les agents de la R.A.T.P. n'ont pas pu briser totalement le cadre imposé par le Gouvernement.

Il faut dira que celui-ci a reçu un soutien décisif au moment opportun. Au plus fort de l'affrontement, l'intervention du président F. Mitterrand n'est pas passée inaperçue...

N'affirmait-il pas, en présentant ses voeux à la presse, que l'on devait prendre conscience de l'importance de la lutte contre l'inflation, soulignant par là même que la politique poursuivie par le Gouvernement était seule susceptible de permettre à la France de gagner la bataille économique.

Il accréditait ainsi la campagne visant à opposer les chômeurs aux revendications des *«nantis».* Ce n'est pas nouveau, en période de crise, la bourgeoisie a toujours su utiliser le chômage comme masse de manœuvre.

Ceux qui, ici ou là, mettent en place des organisations de chômeurs contre les syndicats, devraient se souvenir que, bien souvent, tout ceci s'est terminé par la formation de bandes armées dans le cadre d'un Etat totalitaire. L'hypothèse, généralement retenue, est que les hausses de salaires seraient inflationnistes et en conséquence responsables d'un accroissement du chômage. Or, depuis que la politique de déflation est appliquée, le chômage n'a cessé d'augmenter. En 86, le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 5,6% et pourtant les salariés du secteur public n'ont pas bénéficié de la moindre augmentation de salaire.

Dans le même temps, on se garde bien de souligner la fermeture de nombreuses usines en France (comme les usines Thomson dans la région nantaise); dont les ateliers sont réouverts en Asie du Sud-Est (il y a quelques années on implantait les usines à la campagne, car la main-d'œuvre y était bon marché et les salariés beaucoup moins organisés que dans les cités ouvrières). Quant à l'inflation, une récente étude de l'I.N.S.E.E. publiée par *Le Monde* affirme que le résultat de 86 (2,2%) aurait pu être meilleur si les industriels n'avaient pas choisi de consolider leurs marges bénéficiaires.

Il faut croire que l'encadrement économique ne s'applique qu'aux salaires et non aux profits, comme le prouve la santé florissante de la Bourse. Bien d'autres arguments ont été employés pour essayer de dresser les usagers contre les grévistes. Rappelons pour mémoire, car il parait selon Mme Edith Cresson que les Français ont la mémoire courte, qu'en 1984, on n'hésita pas, pour casser une journée revendicative, à ressortir du fond d'une sacristie l'abbé Pierre, pour lui permettre d'insulter publiquement les fonctionnaires. Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas que l'exemple ait été repris par les hommes au Pouvoir.

L'ultime argument qui fut opposé aux grévistes était que leur mouvement devenait politique. En dehors du fait qu'une grève par définition est toujours politique puisqu'elle pose un problème de relation à l'intérieur de la société, il convient de s'arrêter sur cette affirmation. Lorsque des salariés dans leur entreprise se mettent en grève pour des revendications bien précises, ils sont en conflit avec leur patron, celui-ci jugeant en fonction du rapport des forces, ce qu'il peut ou ne peut pas accorder. Mais dans la situation que nous vivons actuellement, l'Etat, par des directives très strictes, interdit toute recherche d'un compromis. Il est donc évident, que le moindre conflit local change de nature, et pose, du fait de l'extension du rôle de l'Etat, un problème d'ordre politique puisque les revendications s'opposant aux volontés gouvernementales.

Durant toute cette période, la presse a souvent souligné la relative discrétion du parti socialiste. Peu généreux dans leurs interventions, nos ex-ministres regrettaient généralement que le Gouvernement n'ait pas su préserver la paix sociale, en faisant remarquer que pour leur part ils avaient su imposer des sacrifices. Il faut bien admettre que l'on doit mettre à l'actif de ces néosocialistes d'avoir parfois réussi à museler la lutte des classes, au nom de l'intérêt supérieur de la nation dans un contexte de guerre économique. Chacun leur reconnaît, surtout dans les milieux patronaux, le mérite d'avoir substitué le mythe de l'entreprise où chacun serait associé dans un souci commun de rentabilité, au vieil antagonisme entre les différentes forces sociales. N'était-ce pas le rôle des lois Auroux, d'associer le Capital au Travail dans le cadre d'un Etat corporatiste, ce qui permet au nouveau patron des patrons, F. Perigot, défendant l'amendement Seguin qui déroge aux règles du Code du travail, d'affirmer que dans cette affaire salariés et dirigeants sont sur la même bateau. C'est sans doute vrei. mais, comme au temps des galères romaines certains sont sur le pont tandis que les autres rament...

On comprend mieux l'inquiétude de tous ces apôtres du grand consensus social, devant l'émergence de mouvements profonds qui démontrent qu'on ne bloquera jamais définitivement les mécanismes qui régissent les rapports entre les individus dans notre société.

Certains rêveraient d'enterrer définitivement la lutte des classes qu'ils jugeaient au nom de leurs intérêts, dépassés dans notre monde moderne en pleine mutation.

Ne leur en déplaise, les cheminots ont entamé un processus qui se prolongera inéluctablement dans les semaines et les mois qui vont venir. Pour que cette mobilisation se concrétise par une victoire décisive contre la politique d'austérité, l'unité d'action sur la base de revendications précises sera une nécessité et dans cette mesure un mouvement général interprofessionnel doit être envisagé.

R. NOUVEL.

Vient de paraître :

LES CAHIERS DES AMIS D'ARISTIDE LAPEYRE
n°3: *ESPAGNE 1936-1939*
Abonnement : 30 F les 4 numéros
C.C.P. BORDEAUX 5 735 68 M
7, rue du Muguet. 33000 BORDEAUX

L'ANARCHO-SYNDICALISTE
Organe de l'Union des Anarcho-Syndicalistes
N° commission paritaire: 63 485.
Abonnement 1 an: 50fr.; Soutien: 100fr.
Sylviane HOCHARD C.C.P. NANTES 40 92 48 U
Directeur de publication: A. HEBERT
Secrétaire de rédaction: Joël BONNEMAISON.